

RÉSISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès



SOMMAIRE

p.1 et 2 : L'édito / p.2 : International : Afghanistan - Madagascar / p.3 à 6 : Place au débat : Michel Barnier veut 60 milliards, les voilà ! Et sans austérité / p. 6 : Les bras m'en tombent / p. 7 : Actualité sociale / p. 8 : Coup de gueule : 100 000 fonctionnaires territoriaux en trop, vraiment ?

EDITO

Comme on pouvait s'y attendre, le discours de politique générale du nouveau Premier ministre n'a rien révélé de social. Si dans son projet de budget on note de timides impositions supplémentaires pour les grosses entreprises et les personnes les plus fortunées, force est de constater que l'essentiel ce sont des coupes sévères dans les services publics comme l'éducation (4 000 postes d'enseignants supprimés) ou la justice (500 millions € en moins), dans la santé (remboursements d'assurance-maladie avec des transferts de la sécurité sociale vers les mutuelles pour ceux qui ont la chance d'en avoir)... Bien sûr, pas touche à la réforme des retraites sinon à la marge. On laisse les partenaires sociaux discuter de l'assurance chômage mais qui nous dit qu'au final le gouvernement Barnier ne fera pas comme celui d'Attal en imposant sa propre réforme ?

Justification de tout cela : le déficit qui aurait dérapé en 2023 et 2024. Pour autant, aucune analyse pour expliquer ce dérapage. Le Premier ministre feint de s'en remettre aux parlementaires et à une éventuelle commission d'enquête pour comprendre ce qui s'est passé. Comme s'il n'était pas évident que c'est la politique de l'offre conduite par Macron depuis dix ans qui en est la principale cause. Depuis une décennie, l'impôt sur les

sociétés et sur les plus fortunés n'a cessé de baisser. Résultat : moins de recettes pour l'Etat alors que la crise du Covid a généré des dépenses colossales imprévues. Sans compter que les bénéficiaires parfois colossaux de certaines sociétés enrichissent les actionnaires au lieu d'être recyclés dans l'économie, l'innovation et le développement.

Une fois de plus, les collectivités territoriales sont montrées du doigt et mises à contribution alors qu'elles font déjà difficilement face aux charges nouvelles que leur impose l'Etat.

Ce discours montre surtout un dédain clair pour les attentes des Français. Même si l'inflation régresse, le pouvoir d'achat reste la principale préoccupation de nos compatriotes. Quant à l'insécurité, ce ne sont pas les rodomontades du nouveau ministre de l'Intérieur qui vont y changer quelque chose. Le problème est structurel : police et justice manquent de moyens pour faire appliquer la loi. Les saignées sous Nicolas Sarkozy avec sa décision de ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux se font encore sentir. Tout comme dans le domaine de la santé la destruction de dizaines de milliers de lits dans les hôpitaux pratiquée depuis 20 ans par les différents gouvernements alors même que le vieillissement de la population exigerait au contraire d'en ouvrir davantage.

DISCOURS DE POLITIQUE GÉNÉRALE DE BARNIER



MANDUATA

Alors, pour éviter de parler des vrais problèmes, on remet en avant l'immigration, sujet hautement inflammable qui tient lieu de diversion sans pour autant ouvrir enfin un vrai débat permettant d'évacuer les fausses solutions et de traiter de ce sujet avec intelligence. Il serait pourtant temps de répondre aux préoccupations de nos compatriotes. Comme on le verra dans l'article

central de Jean-Claude CHAILLEY il est possible d'y répondre tout en diminuant le déficit qui fait si peur à nos élites mondialisées. Même si on peut compter sur les députés du Nouveau Front Populaire pour proposer ces solutions, on ne fera sans doute pas l'économie d'une mobilisation sociale d'ampleur pour changer les choses. Résistance Sociale y prendrait toute sa part.

Pierre KERDRAON

INTERNATIONAL



AFGHANISTAN : Appel du Collectif Laïque National (Paris, le 27 septembre 2024)

Voilà trois ans que les talibans ont réinstallé une théocratie islamiste en Afghanistan, alors qu'ils avaient affirmé avoir changé. Les femmes d'Afghanistan ont vite compris que c'était faux.

Après leur avoir interdit d'étudier et même d'être simplement instruites, après l'effacement de leur corps sous la burqa, en les cloîtrant à domicile, voilà qu'ils effacent aussi la voix des femmes : il leur est désormais interdit d'être entendues, que ce soit par la parole ou par le chant, en public mais aussi dans l'espace privé.

La moitié de l'Humanité, parce que prétendue tentatrice, est ainsi effacée en Afghanistan. Interdite ! Cela s'appelle simplement un apartheid ; non pas de « race » mais de sexe.

Les pays démocratiques ne peuvent pas se résoudre à rester inertes face à cet apartheid et doivent réagir pour que soit rétabli aux femmes afghanes le droit d'exister.

Le Collectif Laïque National demande au gouvernement français d'intervenir au niveau européen et international afin que soit étendue par l'Assemblée Générale des Nations Unies la Convention de 1973 sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid au cas de l'apartheid sexuel.



MADAGASCAR : Une entreprise italienne met en péril la sécurité alimentaire du pays pour des... huiles essentielles !

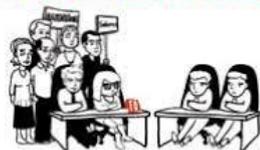
Au sud de Madagascar, une entreprise d'agrobusiness s'est appropriée plusieurs milliers d'hectares de terre de pâturage pour pratiquer une agriculture intensive de géraniums et d'eucalyptus. Tozzi Green transforme ensuite ces fleurs en huiles essentielles, destinées au marché européen, menaçant la sécurité alimentaire du sud du pays. La population pastorale du mont Kelivondraka se rassemble autour d'un souhait commun : la préservation des espaces de pâturages menacés. Un péril manifeste pour l'ethnie Bara dont la survie dépend essentiellement de la bonne santé de son cheptel. Les éleveurs pasteurs Bara sont l'un des principaux producteurs de viande sur la grande île. Aujourd'hui, l'entreprise italienne occupe 6 731,5 hectares dont 800 sont dédiés aux géraniums. Ainsi, elle exporte 3000 kg d'huiles essentielles par an vers le marché européen. Un projet financé notamment par des banques de développement belges et finlandaises. La commission européenne estimait que 2,29 millions de Malgaches auraient besoin d'une aide humanitaire d'urgence au milieu de l'année 2024. Des associations belges et italiennes et de la diaspora malgache en France ont déposé un recours auprès de l'OCDE en Italie. Pour l'avocat chargé de représenter les plaignants, l'entreprise manque de transparence et ne consulte pas suffisamment les populations locales. Par ailleurs, des intimidations pratiquées par l'entreprise lui ont aussi été rapportées. La question du consentement des populations lors de la cession des terres est posée. Autant de faits contraires aux prérogatives dictées par l'OCDE. « Si l'accaparement des terres ne relève pas directement du droit international, toutes les conséquences qui en découlent relèvent, elles, du droit international puisque l'accaparement des terres vient violer des droits humains comme la sécurité alimentaire », conclut l'avocat. Sollicité, le point de contact national de l'OCDE en Italie n'a pas répondu. Face à toutes ces polémiques, le géant italien de l'énergie verte devra rendre les 6 731,5 hectares qu'il exploite au terme de son bail prévu en... 2042. En attendant, les troupeaux de zébus d'Ihorombe pourraient se raréfier, mettant un peu plus en péril la fragile sécurité alimentaire du pays.

PLACE AU DÉBAT

MICHEL BARNIER VEUT 60 MILLIARDS LES VOILA, ET SANS AUSTERITE !

Par Jean Claude CHAILLEY

STOP
À L'AUSTERITÉ



**PRIORITÉ AUX
SALAIRES!**

Tous les moyens sont mis en œuvre pour faire accepter une offensive historique contre les services publics, la Sécurité sociale. Monsieur Barnier ne cesse de dire qu'il est ouvert à des alternatives à ses coupes de 40 milliards.

60 milliards sans austérité, c'est facile !

La cause du fiasco historique : leur « POLITIQUE DE L'OFFRE ».

- Dans le langage courant la « politique de l'offre » c'est donner des milliards par dizaines et dizaines aux entreprises « **pour l'emploi** » (traduire : pour les profits).
- La politique de l'offre c'est faire les **réformes exigées par les fédérations patronales** comme par exemple les réformes des retraites, du chômage, la loi Travail (El Khomri), les ordonnances Macron, les réformes de la fonction publique, de l'enseignement, de l'hôpital, les coupes budgétaires et privatisations des services publics, de la protection sociale, ...

Le résultat c'est ce qu'ils dénoncent : les déficits, une dette qui n'aurait jamais dû atteindre ces niveaux, la désindustrialisation, le recul de la France dans tous les domaines.

Les gouvernements successifs sont responsables : 200 milliards d'aides par an aux entreprises (8 points de PIB). Le Pacte de responsabilité d'Hollande c'est 41 milliards / an. Macron 75 milliards/ an...qu'ils veulent nous faire payer par la même politique, encore aggravée.

LA DEFERLANTE DE BASSES MANEVRES POUR FAIRE ACCEPTER L'AUSTERITE

« Je suis à la tête d'un Etat qui est en situation de faillite sur le plan financier » disait François Fillon le 27 septembre 2007.

Barnier, les médias, des économistes bien-pensants, les dirigeants patronaux recommencent ; ils hystérisent les « déficits » qu'ils ont créés volontairement.

« Dette de 3100 milliards, déficit de 170 milliards en 2023, taux d'emprunt supérieur à l'Espagne, à la Grèce, on va emprunter 300 milliards en 2025, déficit 2024 supérieur à 6 %, à 7 % si on ne fait rien en 2025, les agences de notation,...

Puis la division intergénérationnelle : « les retraité.e.s vivent mieux que les actifs », au détriment des actifs, des familles avec enfants,....

Puis le mensonge pur et dur des ministres: « une revalorisation de plus de 5 % cette année, alors que l'inflation devrait être aux alentours de 2 %. » (voir la réalité ci-dessous)

Puis la stigmatisation des immigrés accusés d'être responsables de tout, ce qui n'est pas sans rappeler les juifs dans les années 30.

« Il faut éviter une crise financière » assène Barnier. « **Tout le monde devra faire des efforts** » nous dit-on sans rire, mettant dans le même sac le chômeur non indemnisé et le milliardaire. **Quant aux dirigeants patronaux ils demandent des aides supplémentaires !**

Ils veulent aggraver leur politique 60 milliards tout de suite, dont 40 de coupes dans les dépenses, 110 milliards et plus d'ici 2029 pour revenir sous les 3% des traités européens.

C'est du jamais vu depuis la dernière guerre mondiale.

« On peut toujours faire mieux avec moins » nous disent les Barnier, les PDG, les journalistes, les spéculateurs,...qui pullulent sur les plateaux télé.

Ce n'est pas ce que prouve la dernière loi de programmation militaire qui va vers un doublement du budget défense annuel, ni l'augmentation des budgets de l'Elysée, du Sénat, de l'Assemblée nationale, abandonnée devant le tollé.

A - LE PLFSS 2025 : « 10 MILLIARDS DE FREINAGE DES DÉPENSES SOCIALES »

OFFENSIVE DE BARNIER CONTRE LA SÉCURITÉ SOCIALE

La Sécurité sociale, ce n'est pas l'Etat. C'est « à chacun selon ses besoins ». Pourtant Barnier veut imposer que la Sécurité sociale « contribue au redressement des finances publiques...ramener le déficit public sous le seuil des 3% en 2029 ». C'est l'opposé de la Sécurité sociale la transformer en variable d'ajustements de leurs forfaits.

LA SANTÉ EN DANGER

La situation actuelle est déjà insupportable : déserts médicaux sur pratiquement toute la France, fermetures de lits, urgences quasi inaccessibles, restes à charge insupportables,... Il y a déjà des morts évitables.

Que propose le PLFSS ? « L'objectif d'efficience est porté à près de 5 milliards».

L'ONDAM (Objectif National de Dépenses d'Assurance Maladie) est fixé à 2,8 % pour une inflation prévue à 1,8 %, mais il est mangé par des mesures qui n'ont rien à voir avec la santé comme la revalorisation de 26,50 à 30 € des visites médicales, ou la sur- cotisation pour équilibrer la CNRACL (complémentaire des personnels hospitaliers et territoriaux).

Quelques mesures prises contre les patients ou les personnels.

- **Baisse du remboursement des visites médicales** de 70 à 60 %. Les complémentaires augmenteront encore.
- **Baisse du plafond des indemnités journalières** pour freiner les arrêts maladie.
- **De nouveaux déremboursements** de médicaments.
- **Dégradation des soins**, en particulier en ruralité, avec une stratégie de soins itinérants, par « medicobus ».
- **Généralisation du barrage à l'accès aux urgences par le SAS** –service d'accès aux soins.
- **Extension des maisons de santé (privées)** au lieu de centres de santé à but non lucratif.
- « L'augmentation des franchises et participations forfaitaires, qui était entrée en vigueur en cours d'année 2024, continuera à monter en charge (0,3 milliards€ supplémentaires) ».
- **Pression sur les prescripteurs pour réduire les soins), pour réduire les transports sanitaires,** (« maîtrise médicalisée»).
- **Renforcement des soins palliatifs...sur 10 ans.** Beaucoup n'y auront donc pas accès.
- **Contrôle (?) de l'utilisation par le patient des dispositifs médicaux.**
- **Le gouvernement veut récupérer 0,3 milliards avec les examens de biologie, radiologie, ...** Ce serait plus facile s'il n'y avait pas un oligopole qui fait des tarifs très excessifs.
- **Lutte contre la fraude...** surtout de ceux qui fraudent le moins.
- **Pas de budget pour augmenter le point d'indice des fonctionnaires.**
- **Pas de budget pour la transition écologique, les hôpitaux publics étant dans le rouge.**
- **Rien sur la psy.**

La dernière loi **sur l'assurance chômage** a été retirée, mais les « partenaires sociaux » sont sommés de trouver des économies par rapport à la loi de novembre 2023 - que plusieurs confédérations n'avaient pas signée -.

► Attention aux surenchères dans les amendements :

- **Remise en cause du remboursement à 100 % des ALD.**
- **Instauration de 3 jours de carence supplémentaires / Suppression de jours fériés.**
- **Augmentation de la CSG retraité.e.s, suppression de leur abattement de 10 %.**
- **Instauration d'une assurance dépendance obligatoire.**
- **Menace sur l'AME.**
- **Menace de destruction de la Sécu par augmentation du salaire « net » au détriment des cotisations sociales : majoritaire à l'Assemblée nationale Le Pen, Wauquiez, Attal, X Bertrand,...**

L'HYSTÉRIE CONTRE LES RETRAITE.E.S

Le report de la revalorisation du 1^{er} janvier au 1^{er} juillet « économise » près de 4 milliards. (la crise de l'énergie a rapporté 30 milliards aux spéculateurs, cf. Cour des comptes). **Mais 4 milliards, ça ne suffit pas à beaucoup.**

C'est une violente campagne anti retraités, pour déclencher une guerre des générations, qui est déclenchée sur tous les médias, en particulier l'émission « Les Experts » de BFM Business.

- « Les retraités vivent mieux que les actifs ». La réalité de cette minable comparaison de moyennes c'est que la masse de la population vit mal. Il y a près de 10 millions de personnes sous le seuil de pauvreté, les banques alimentaires n'arrivent plus à faire face.
- « Ils ont eu 5 % d'augmentation pour une inflation de 2 % » ont affirmé le ministre du budget et la porte-parole du gouvernement, suivis par tant de journalistes. **MENSONGE : c'était le rattrapage des 5% d'inflation passés.**
- De plus en plus on fait appel aux spéculateurs (!) qui se succèdent à la télé pour expliquer que la « justice » c'est **d'augmenter la CSG, de supprimer les 10 % d'abattements, et bien sûr « On ne pourra plus payer les retraites, il faut de la capitalisation ».**

Derrière le report de la revalorisation, il s'agit de remettre en cause la revalorisation au niveau de l'inflation (loi Philippe Séguin de 1987).

Sous couvert de solidarité entre retraités, ils appellent au nivellement par le bas... au profit des actionnaires, des traders,...

Quant à l'Agirc-Arrco : 1,6 % de revalorisation pour une hausse de l'inflation prévue de 1,8 %, nouvelle baisse de pouvoir d'achat, et à la longue, ça fait beaucoup !

LA BRANCHE AUTONOMIE EN DÉTRESSE.

Tout le monde a en tête le scandale Orpéa. Mais la maltraitance par manque dramatique de personnels, de budget, est générale.

Il y a des années que des rapports parlementaires et autres demandent des moyens.

Les baby-boomers arrivent aux grands âges, il y a déjà un retard considérable. Or, que prévoit le PLFSS 2025 ? Pratiquement rien de nouveau.

C'est comme le numerus clausus. Tous les gouvernements savaient qu'on allait à la catastrophe et ils ont laissé faire. Pour les personnes âgées en perte d'autonomie c'est pareil. **Faute de moyens on laisse se créer une situation irréversible à court et moyen terme.**

B Le PLF 2025 : « 22 MILLIARDS DE COUPES SUR LES DÉPENSES DE L'ÉTAT et DES OPÉRATEURS »

Si les budgets de la **défense (51 milliards)** et de remboursement des **intérêts de la dette (55 milliards)** se portent à merveille – presque 4 points de PIB à eux 2 -, c'est à peu près les seuls.

- **Avalanche – non terminée – d'impôts et taxes sous tous les prétextes.**
- **4000 postes d'enseignants en moins.**
- « **Ecologie : investissements réduits de 1,9 milliards mais augmentation de 5,3 milliards de la fiscalité** » (Billets d'avion, augmentation du malus pour voitures thermiques, nouvelle réduction du bonus pour l'électrique, baisse de MaPrimeRénov,...).
- **Très fort relèvement de la taxe d'électricité, peut-être du gaz,...**
- **5 milliards en moins pour les collectivités territoriales.** La Cour des comptes demande 100 000 suppressions de postes.
- **Réduction de l'aide publique au développement** (ils préfèrent investir en centres de rétention et fort coûteux OQTF)

La plupart des mesures c'est du pouvoir d'achat en moins pour les ménages. C'est des services publics en moins ou de moindre qualité.

Certaines mesures sont positives mais **homéopathiques** (exemple les aides à l'apprentissage reconnues par tout le monde comme comportant des effets d'aubaine).

Certaines mesures auront un effet inflationniste amplifiant l'effet sur le pouvoir d'achat. **L'ensemble des mesures aura un effet récessif aggravant les déficits.**

NOS ALTERNATIVES DE FINANCEMENT SANS AUSTÉRITÉ

SECURITE SOCIALE : 30 à 40 milliards à portée de main.

Le dossier de presse du PLFSS constate : **« le volume des allègements (exonérations) de cotisations sociales a beaucoup augmenté entre 2022 et 2024 pour atteindre près de 80 milliards € en 2023, soit 20 milliards € de plus qu'en 2021... ».**

Le CICE a été créé par Hollande. Lorsqu'il a été abandonné comme inefficace il y a eu augmentation des exonérations de cotisations sociales de 20 milliards €. **Il y a donc un potentiel immédiat de 40 milliards.**

Le PLFSS n'en prévoit que 4 !

On pourrait ajouter bien d'autres mesures aux conséquences négatives sur les salarié.e.s et l'industrie, comme les trappes à bas salaires.

- ▶ **On peut donc immédiatement supprimer toutes les mesures « d'économies » vues ci-dessus, équilibrer les comptes de la Sécurité sociale et avoir un PLFSS 2025 qui marque un redressement ;**
- ▶ **Un simple AMENDEMENT, facilement défendable, SUFFIT !**

ETAT / COLLECTIVITES TERRITORIALES : 20 milliards à 30 milliards immédiatement à portée de main.

Nombre de mesures ont été prises par Macron, qui ont coûté « un pognon de dingue ».

Comme disait **Sophie Binet** lors du compte rendu de son entrevue à Matignon : « **commencer par annuler les 73 milliards € de baisse d'impôt du septennat d'Emmanuel Macron** ». Dans ces mesures, Il y a nombre **d'effets d'aubaine**. On peut trouver facilement les sommes nécessaires dont seule une petite partie figure dans le PLF : Baisse de l'impôt sur les sociétés 11 milliards en 2022, baisse des impôts sur la production 10,6 milliards, prime Macron, Une partie des 6/7 milliards du CIR, des 25 milliards de subventions à l'apprentissage, flat tax et autres cadeaux fiscaux, ...

On doit aussi supprimer le SNU, les uniformes, avant qu'ils ne coutent 5 Md ou plus, ...

Le PLFSS reconnaît « qu'une des causes du déficit prévu c'est « **le ralentissement de progression de la masse salariale** ». **Il faut donc augmenter le SMIC et les salaires.**

Au-delà c'est un changement profond de politique qui est nécessaire.

La Vème République est à bout de souffle. Il faut instaurer une République sociale.

LES BRAS M'EN TOMBENT

Nouvelle braderie de notre souveraineté

Par Marinette Bache

Vous vous souvenez de Macron et de ses déclarations d'une grandiloquence guerrière après la crise du COVID, déclarations reprises dans le cadre de sa campagne présidentielle ? Le « à n'importe quel prix », les annonces que nous allions retrouver notre souveraineté sanitaire ? Que nous ne dépendrions plus de personne pour la production de médicaments ? Eh bien nous avons droit à de nouvelles rodomontades ! A quelle occasion ? Tout simplement celle de la vente par SANOFI de sa branche productrice de médicaments sans ordonnance à un fonds de pension étatsunien.

En résumé on brade notre production de paracétamol, l'antalgique préféré des Français (vendu sous le nom de doliprane par Sanofi). Mais Macron prétend que « *le gouvernement a les instruments pour garantir que la France soit protégée.* ». Bref, ce qui compterait, ce ne serait pas « *la propriété capitalistique* », mais l'implantation de l'usine et « *tout serait sous contrôle* ». Y a-t-il un naïf pour croire que l'usine de Lisieux, construite récemment à côté de l'ancienne qui avait déjà été vendue (!), ne risque rien ? L'indépendance de la France, le valet des Etats-Unis, le serviteur de la banque Rothschild, s'en moque. Il nous a déjà fait le coup avec d'autres fleurons de notre industrie : Alstom, les turbines Arabelle ou Alcatel... sans parler de la mise à genoux d'EdF au profit de l'Allemagne cette fois ! Alors on va avoir un peu de mal à croire ses assurances de protection !

Non... la vraie préoccupation de Macron, c'est de se mobiliser pour que le personnage de la série « Emily in Paris » ne parte pas vivre à Rome. Pauvre France, qu'as-tu fait pour mériter cet insupportable charlot comme président ?

ACTUALITÉ SOCIALE

► **OCTOBRE ROSE**

Le cancer du sein est une maladie de femmes, puisque seulement 1 % des diagnostics concernent les hommes. Elles sont 60 000 à être ainsi atteintes chaque année. L'année dernière, l'assurance maladie dénombrait plus de 700 000 femmes vivant avec un cancer du sein actif, en phase de traitement ou en surveillance. C'est le cancer féminin le plus meurtrier, avec 12 000 décès chaque année.

Comme pour les autres cancers, les effets collatéraux sont difficiles à supporter, y compris psychologiquement : perte des cheveux, des dents, des ongles... Pire, ce cancer touche à l'intimité, à la féminité avec l'ablation des seins. Il impacte aussi lourdement la vie de famille, de couple comme l'activité professionnelle.

Les patientes bénéficient systématiquement du régime de l'affection longue durée, un statut qui permet, en théorie, une prise en charge dite « intégrale » du traitement par l'Assurance maladie. Dans la pratique, le reste à charge moyen est tellement important, et en augmentation, qu'il précarise les malades et peut même les conduire à renoncer aux soins. Selon une étude menée en 2019 par la Ligue contre le cancer, plus de la moitié des femmes de moins de 40 ans atteintes d'un cancer du sein éprouvent des craintes pour leur budget. Ces dépenses sont dues aux dépassements d'honoraires pour des soins réalisés en secteur privé en l'absence d'offre adaptée dans le secteur public, à des prestations et produits médicaux prescrits mais non remboursés, tels que des brassières post-opératoires, des séances d'activité physique adaptée, des soins de socio-esthétique, des consultations de diététique, le suivi psychologique...

Cette année, Octobre rose pourrait saluer une véritable avancée avec le vote à l'unanimité de la Commission des Affaires sociales de l'Assemblée nationale de la proposition de loi du Groupe GDR, son vote également à l'AN, le 30 mai. Il s'agit de l'élargissement, par décret, du panier de soins et de soins de support remboursables, la prise en charge des prothèses capillaires, quelle que soit la catégorie et le tarif ou encore le remboursement du renouvellement des prothèses mammaires au bout de dix ans. Ceci ne s'est pas fait, malgré le soutien de députés macronistes, sans l'opposition du gouvernement et d'une partie de la droite au prétexte qu'on favorisait la prise en charge d'un certain type de cancer et créait une inégalité de traitement. Eh oui, ce sont ces arguments qui ont été employés : ce n'est pas la décence qui les étouffe ! Notons que pas un d'entre eux n'a proposé d'étendre à tous les traitements anti-cancéreux cette possible prise en charge. Ou de faire en sorte que le service public ait les moyens de soigner toutes les femmes atteintes...

Il reste une étape à franchir : celle du Sénat. Pour qu'une loi soit validée, elle doit être votée dans les mêmes termes à l'Assemblée nationale et au Sénat ou en cas de désaccord par une commission mixte paritaire avec dernier mot à l'Assemblée nationale. Verdict le 30 octobre.

► **LOGEMENT**

À l'issue du 84e congrès des organismes HLM, qui s'est déroulé du 24 au 26 septembre à Montpellier, on doit à nouveau alerter sur l'ampleur et la gravité de la crise du logement. Après une économie de 15 milliards d'euros de l'Etat depuis 2017 sur les acteurs de la construction de logements, c'est une crise historique qui touche des millions de Françaises et de Français privés d'un logement digne et abordable.

► **CHARENTE, FERMETURE D'USINES : Les papeteries de Saint-Michel et Nersac vont fermer : 135 salariés sur le carreau**

Le groupe Hamelin a décidé de fermer sa filiale Lecas industrie à Nersac, 70 salariés. Après plusieurs mois de redressement, les papeteries de Saint-Michel, 65 salariés, sont placées en liquidation. Il ne restait plus que trois entreprises papetières en Charente. Deux des dernières survivantes disparaissent à leur tour. Le groupe Hamelin, leader européen des fournitures de bureau et propriétaire de Lecas industrie depuis les années 90, a décidé de fermer sa filiale de Nersac d'ici la fin de l'année. À Saint-Michel, le placement en redressement judiciaire des papeteries, le 10 avril dernier, n'aura pas permis de relancer la machine. Jeudi 3 octobre, le mandataire judiciaire demandé au tribunal de commerce la liquidation judiciaire.

COUP DE GUEULE



100 000 fonctionnaires territoriaux en trop, vraiment ?

Par Pierre-Yves MESCOFF

C'est du moins ce qu'affirme un rapport de la Cour des comptes. Pourtant, quand on ne se contente pas de faire un tableau Excel et qu'on regarde sur le terrain ce qui se passe réellement on n'a pas l'impression qu'il y a des hommes et des femmes qui se tournent les pouces toute la journée dans les collectivités territoriales.

Au contraire, on constate que partout, dans les mairies, les départements, les régions, les agents se débattent parfois avec les moyens du bord pour répondre aux tâches qui leur ont été confiées, tâches toujours plus lourdes parce que l'Etat s'est déchargé de certaines de ses fonctions sans transférer pour autant l'ensemble des personnels concernés. A cela, s'ajoutent les conséquences des dérèglements climatiques qui nécessitent une mobilisation d'ampleur des élus et personnels et coûtent énormément cher aux collectivités malgré les assurances et les subventions de l'Etat. Qui oserait remettre en cause le rôle de ces agents des collectivités qui parfois au péril de leur vie aident la population lors des crues ou des incendies ?

Dès lors, si ce n'est pas le manque de travail qui pourrait justifier la suppression des postes de fonctionnaires serait-il préférable de les remplacer par du personnel privé ? On a déjà l'exemple des cabinets de conseil auxquels font de plus en plus appel les collectivités locales dont on voit bien qu'ils coûtent infiniment plus chers que si le travail était confié aux fonctionnaires locaux.

Sans même parler de confier les tâches des fonctionnaires à des sociétés privées dont le seul souci est de faire toujours plus de bénéficiaires, les collectivités territoriales y gagneraient-elles vraiment en faisant appel à du personnel non fonctionnaire ? D'abord, elles seraient contraintes de dépenser davantage pour attirer les compétences car un fonctionnaire est moins payé qu'un salarié pour la même tâche. En outre, contrairement à une idée chère aux libéraux, ce n'est pas la garantie de l'emploi qui est le principal motif de ceux qui veulent rentrer dans la fonction publique mais le souci de servir l'Etat ou les collectivités.

Mais si vraiment la nécessité est de faire des économies, la question se pose de savoir s'il est vraiment pertinent d'empiler les collectivités. Il ne s'agit pas de remettre en cause communes, départements, régions comme le voudraient certains libéraux mais de s'interroger sur la pertinence des nouvelles structures que sont les métropoles dont la nécessité s'impose d'autant moins que leurs compétences chevauchent celles des autres collectivités. Sans compter qu'elles ont tendance à se développer au seul bénéfice de la ville centre au détriment des zones rurales souvent délaissées. De même, on ne peut pas dire que la création des supers régions soit une réussite alors qu'elles ont surtout contribué à éloigner les citoyens de leurs élus et à constituer des potentats locaux.

Peut-être serait-il aussi sain de supprimer les compétences partagées afin que chaque échelon territorial ait des compétences propres clairement définies.

En tout état de cause, force est de constater que ces problématiques ne sont pas du tout abordées dans le rapport de la Cour des comptes. Il est vrai que l'idéologie libérale dans laquelle baigne la Cour des comptes considère le fonctionnaire comme un mal absolu alors même que sa place est largement reconnue et appréciée par une majorité de nos concitoyens qui se plaignent à juste titre de la dégradation de nos services publics.

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de Résistance Sociale, association loi 1901 :
Siège social :
121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS
Tel : 06 33 82 05 15
Site Internet : www.resistancesociale.fr
Courriel : webmaster@resistancesociale.fr
Présidente de RESO et directrice de la publication :
Marinette BACHE

NOM PRENOM :
ADRESSE :
.....
TEL : Portable :
E-mail :

- J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros
 Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)